ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 31.154/4

ADVIES 31.154/4

DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, le 12 janvier 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les redevances auxquelles est soumise l'utilisation de services publics intéressant la navigation aérienne", a donné le 17 janvier 2001 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 12 januari 2001 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de vergoedingen waaraan het gebruik van openbare diensten betreffende de luchtvaart is onderworpen", heeft op 17 januari 2001 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre de demande d'avis et le préambule de l'arrêté en projet s'expriment en des termes identiques.

En l'occurrence, cette motivation telle qu'elle est reproduite dans la lettre de demande d'avis est la suivante :

> "(...) contrairement à ce que pourrait laisser supposer la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions (en général le 1er janvier 2002, soit environ dans 12 mois), il est impératif que ce texte paraisse officiellement à bref délai, la date limite devant être placée au premier janvier 2001.
>
> Le délai d'urgence de trois jours devrait permettre la signature de cet arrêté dans le courant du mois de décembre 2000.
>
> Le respect de la date du 1er janvier 2001 laissera un délai de 125 jours ouvrables jusqu'au 1er juillet 2001, délai strictement nécessaire pour achever les préparatifs réglementaires (restent à modifier diverses circulaires, de nombreux formulaires qui devront être ensuite rapidement réimprimés) et informatiques avant les tests ultimes programmés pour l'ensemble des Ministères en juillet 2001.
>
> Compte tenu de ce planning fort tendu, tout retard serait préjudiciable au bon déroulement des travaux et à leur coût budgétaire. Il ne peut en aucune manière être envisagé de décaler ces tests sans prendre le risque de perdre tout contrôle sur le bon déroulement de la conversion par l'administration.
>
> La date critique prévue pour l'adoption de ce texte ne peut être retardée : les services informatiques ont d'ores et déjà démarré la décimalisation

autorisée par la loi relative à la décimalisation, et ont donc pu entamer les adaptations fonctionnelles de leurs programmes. Mais ils doivent encore disposer à court terme des dispositions réglementaires pour adapter les différents montants. Et le timing serré demande que ce type d'adaptation soit basé sur des décisions officielles et définitives.

A ces adaptations réglementaires devront immédiatement succéder, comme on l'a mentionné, les adaptations de formulaires et de textes informatifs.

Les firmes et leurs intermédiaires professionnels (entreprises de transport aérien, secrétariats sociaux, comptables, fiduciaires, services fiscaux, etc.) doivent disposer sans délai de données fiables pour adapter eux aussi en connaissance de cause leurs programmes à l'euro. Il est hautement souhaitable que leur basculement se produise de façon importante au 1er janvier 2001, faute de quoi la grande masse des firmes reportera leur propre manoeuvre au 1er janvier 2002, ce qui serait fort défavorable pour la gestion des entreprises et, par ricochet, pour le basculement de tous les secteurs économiques.

Au fur et à mesure que le délai (fixé au 1er janvier 2002) s'amenuise, les entreprises qui ne disposent pas des informations nécessaires risquent de reporter, faute d'une marge de manoeuvre suffisante, leur décision de basculer vers l'euro. Tout retard dans la signature de cet arrêté pourrait nuire gravement aux entreprises concernées;".

*

* *

Dans le bref délai qui lui a été imparti, la section de législation du Conseil d'Etat, s'est limitée aux quelques observations ci-après.

1. L'article 15 concerne une redevance de cent francs due par mouvement d'aéronef sur l'aéroport Bruxelles-National, ayant pour but, comme l'indique une lettre du 12 janvier 2001 du Ministre de la Mobilité et des Transports à son homologue bruxellois, "la mise sur pied d'une cellule environnement au sein de l'administration de l'aéronautique (à l'instar de la cellule inspection aéronautique) et d'un bureau (d')information et d'évaluation, ceci conformément à la note de politique générale du gouvernement pour le budget 2001. Cette cellule serait compétente pour la problématique du bruit.".

Comme elle l'a déjà signalé dans l'avis 30.303/4 donné le 10 juillet 2000 (1), la section de législation du Conseil d'Etat n'examinera pas cet article dès lors que la répartition des compétences entre l'autorité fédérale et les Régions en matière de lutte contre les nuisances sonores des aéronefs est au centre de plusieurs litiges en cours devant la section d'administration du Conseil d'Etat. Quatre requêtes ont notamment été déposées en vue d'obtenir l'annulation de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 1999 relatif à la lutte contre le bruit généré par le trafic aérien (2).

---

(1) sur un projet d'arrêté royal devenu l'arrêté royal du 17 septembre 2000 relatif à la limitation de l'exploitation des avions relevant de l'annexe 16 de la convention relative à l'aviation civile internationale, volume 1, deuxième partie, chapitre 2, deuxième édition (1988), (Moniteur belge du 29 septembre 2000).

(2) Voir affaires G/A. 87.207/XIII-1.383; G.A. 87.214/XIII-1.384; G/A. 87.227/XIII-1.402; G/A. 87.224/VII-19.613.

2. En vertu de l'article 5, § 1er, de la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la navigation aérienne, qui sert de fondement légal au texte en projet, le Roi est habilité a édicter toutes prescriptions réglementaires intéressant la navigation aérienne et notamment celles relatives aux péages, taxes, redevances ou droits réglementaires auxquels est soumise l'utilisation des domaines et services publics affectés à la navigation et à la circulation aériennes.

Nonobstant les termes variés utilisés, (péages, taxes, redevances ou droits réglementaires), l'article 5, § 1er, ne semble viser que des prélèvements qui correspondent à la notion de redevance et non à celle d'impôt.

Comme l'a encore récemment rappelé la section de législation du Conseil d'Etat à propos de "rétributions":

> "Selon la jurisprudence et la doctrine, il ne peut être question d'une rétribution au sens de l'article 173 de la Constitution que si le prélèvement se présente comme la rémunération pécuniaire d'un service accompli par l'autorité en faveur du redevable, considéré en tant qu'individu. Un prélèvement qui ne constitue pas le paiement d'un service accompli par l'autorité au bénéfice du redevable considéré isolément n'est pas une rétribution, mais un impôt (1). En outre, pour être qualifié de rétribution, le prélèvement doit avoir un caractère purement rémunératoire, ce qui implique qu'il doit exister une proportion raisonnable entre la valeur du service fourni, d'une part, et le montant de

---

(1) Cour d'arbitrage, 13 septembre 1995, n° 64/95, cons. B.13; 21 décembre 1995, n° 87/95, cons. B.3.4; 12 juin 1997, n° 34/97, cons. B.7.4.

> la redevance exigée, d'autre part (1). A défaut d'une telle proportion, la redevance perdrait son caractère rémunératoire et prendrait un caractère "fiscal". C'est notamment ce caractère rémunératoire et l'exigence de la proportion raisonnable entre le service fourni et la redevance exigée qui justifient que la fixation du montant de la redevance puisse être confiée au pouvoir exécutif.
>
> (...)
>
> Si les conditions pour pouvoir considérer les prélèvements envisagés comme des rétributions ne sont pas remplies (2), il y a lieu de considérer ces dernières comme des impôts et de se conformer aux articles 170, 171 et 172 de la Constitution. Cela implique que le législateur même est tenu non seulement d'imposer l'obligation fiscale, mais également d'en régler les éléments essentiels, notamment l'assiette de l'impôt, le taux d'imposition et les exonérations éventuelles." (3).

Un certain nombre de cas visés par le projet ne sauraient être qualifiés de redevances en l'absence d'un service accompli par l'autorité au bénéfice du redevable considéré isolément. A titre d'exemple particulièrement significatif, il y a lieu de citer la "redevance" visée à l'article 15 susmentionné.

---

(1) Cour d'arbitrage, 21 décembre 1995, n° 87/95, cons. B.3.4.

(2) S'il n'est pas démontré, en d'autres termes, que ces prélèvements constituent le paiement d'un service accompli par l'autorité au bénéfice du redevable considéré isolément ou qu'il existe une proportion raisonnable entre la valeur du service fourni et le montant de la redevance.

(3) Avis 30.366/1/V donné par la section de législation du Conseil d'Etat le 20 juillet 2000 sur un avant-projet de loi modifiant la loi du 10 novembre 1967 portant création du Bureau d'intervention et de restitution belge.

Il est vrai que l'article 5 de la loi du 27 juin 1937 précitée a été récemment complété par un paragraphe 2 habilitant le Roi à intervenir, même dans des matières législatives (1). Cette habilitation est cependant limitée aux mesures nécessaires pour assurer l'exécution d'obligations résultant de traités internationaux ou d'actes internationaux pris en exécution de ces traités. Or, aucune obligation internationale n'impose de faire payer une redevance en la matière.

Par ailleurs, il appartiendra à l'auteur du projet de vérifier pour chacune des redevances si son montant est proportionné à l'importance du service individualisé rendu au redevable. Il est fait à cet égard référence à l'observation de l'inspecteur des finances dans son avis du 9 octobre 2000.

---

(1) Dans l'avis 30.366/1/V précité la section de législation du Conseil d'Etat a rappelé les conditions de validité d'une délégation au Roi en vue d'établir un impôt :

> "En principe, il n'est pas permis de déléguer de tels pouvoirs au Roi. Tout au plus une habilitation limitée dans le temps pourrait-elle lui être conférée, mais il s'imposerait encore de prévoir une règle aux termes de laquelle les mesures prises par le Roi seront examinées par le pouvoir législatif dans un délai relativement court à dater de leur publication, en vue de leur confirmation. Pour satisfaire aux exigences posées par les articles 10 et 11 de la Constitution, il sera nécessaire, en outre, d'indiquer les motifs impérieux de nature à justifier le recours à de tels pouvoirs spéciaux. Il y aura lieu de prévoir enfin que ces arrêtés sont censés ne jamais avoir produit leurs effets s'ils n'ont pas été confirmés par le législateur dans les délais impartis.".

3. Le projet comporte de nombreux articles indiquant un montant en francs belges suivi du montant correspondant en euro figurant entre parenthèses.

Selon la circulaire fédérale "Régime légistique de l'euro à partir du 1er décembre 2000", les montants sont mentionnés en euro et sont applicables dès le 1er janvier 2002. En effet, le principe est que la lisibilité à l'ère de l'euro doit être prioritaire sur la lisibilité à l'époque du franc. Les montants seront exprimés en euro dans le texte en projet et une disposition transitoire mentionnera les montants en francs valables jusqu'au 31 décembre 2001.

Etant donné que les montants mentionnés en francs dans le projet actuel entreront en vigueur avant le 1er janvier 2002, il y a lieu de prévoir un régime transitoire et d'utiliser le tableau prévu au point 1.2.1.1.ii. de la circulaire.

Il s'agira d'indiquer à la première ligne du tableau la référence de l'article dans le texte et de prévoir aux lignes suivantes : une première colonne indiquant le passage en question de l'article (paragraphe, alinéa), une deuxième colonne mentionnant le montant en euro (valable à partir du 1er janvier 2002), une troisième colonne indiquant le montant correspondant en franc (valable jusqu'au 31 décembre 2001) et une quatrième colonne identique à la première colonne mais dans l'autre langue nationale.

Ce tableau doit être précédé de la mention :

"Les articles ou éléments d'articles figurant à la première ligne ainsi que dans la première et quatrième colonne de la (ou des) ligne(s) suivante(s) du tableau ci-dessous, se rapportent au présent arrêté. Pour les montants exprimés en euro dans la deuxième colonne du tableau, les montants exprimés en francs belges dans la troisième colonne sont valables à partir du jour d'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2001".

Il y a également lieu de déterminer expressément dans une disposition finale la date d'entrée en vigueur des dispositions mentionnant des montants en euro (point 1.2.1.1.iii. de la circulaire).

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering van het verzoek om spoedbehandeling is in de brief met de adviesaanvraag en in de aanhef van het ontworpen besluit in dezelfde bewoordingen gesteld.

In het onderhavige geval luidt de motivering, zoals ze in de brief met de adviesaanvraag is opgenomen, als volgt :

> "(...) contrairement à ce que pourrait laisser supposer la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions (en général le 1er janvier 2002, soit environ dans 12 mois), il est impératif que ce texte paraisse officiellement à bref délai, la date limite devant être placée au premier janvier 2001.
>
> Le délai d'urgence de trois jours devrait permettre la signature de cet arrêté dans le courant du mois de décembre 2000.
>
> Le respect de la date du 1er janvier 2001 laissera un délai de 125 jours ouvrables jusqu'au 1er juillet 2001, délai strictement nécessaire pour achever les préparatifs réglementaires (restent à modifier diverses circulaires, de nombreux formulaires qui devront être ensuite rapidement réimprimés) et informatiques avant les tests ultimes programmés pour l'ensemble des Ministères en juillet 2001.
>
> Compte tenu de ce planning fort tendu, tout retard serait préjudiciable au bon déroulement des travaux et à leur coût budgétaire. Il ne peut en aucune manière être envisagé de décaler ces tests sans prendre le

risque de perdre tout contrôle sur le bon déroulement de la conversion par l'administration.

La date critique prévue pour l'adoption de ce texte ne peut être retardée : les services informatiques ont d'ores et déjà démarré la décimalisation autorisée par la loi relative à la décimalisation, et ont donc pu entamer les adaptations fonctionnelles de leurs programmes. Mais ils doivent encore disposer à court terme des dispositions réglementaires pour adapter les différents montants. Et le timing serré demande que ce type d'adaptation soit basé sur des décisions officielles et définitives.

A ces adaptations réglementaires devront immédiatement succéder, comme on l'a mentionné, les adaptations de formulaires et de textes informatifs.

Les firmes et leurs intermédiaires professionnels (entreprises de transport aérien, secrétariats sociaux, comptables, fiduciaires, services fiscaux, etc.) doivent disposer sans délai de données fiables pour adapter eux aussi en connaissance de cause leurs programmes à l'euro. Il est hautement souhaitable que leur basculement se produise de façon importante au 1er janvier 2001, faute de quoi la grande masse des firmes reportera leur propre manoeuvre au 1er janvier 2002, ce qui serait fort défavorable pour la gestion des entreprises et, par ricochet, pour le basculement de tous les secteurs économiques.

Au fur et à mesure que le délai (fixé au 1er janvier 2002) s'amenuise, les entreprises qui ne disposent pas des informations nécessaires risquent de reporter, faute d'une marge de manoeuvre suffisante, leur décision de basculer vers l'euro. Tout retard dans la signature de cet arrêté pourrait nuire gravement aux entreprises concernées;".

*

* *

Binnen de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot de enkele opmerkingen die hierna volgen.

1. Artikel 15 heeft betrekking op een vergoeding van honderd frank, die verschuldigd is per beweging van een luchtvaartuig op de luchthaven Brussel-Nationaal, welke vergoeding bedoeld is om, zoals blijkt uit een brief d.d. 12 januari 2001 van de Minister van Mobiliteit en Vervoer aan haar Brusselse ambtgenoot, bij het Bestuur van de Luchtvaart een milieucel op te richten (naar het model van de cel voor luchtvaartinspectie) en een informatie- en evaluatiebureau in te stellen, overeenkomstig de algemene beleidsnota van de regering voor de begroting 2001. Die cel zou bevoegd zijn voor de geluidsproblemen.

De afdeling wetgeving van de Raad van State zal dit artikel niet onderzoeken. Zij heeft er immers reeds in advies 30.303/4, dat zij op 10 juli 2000 heeft gegeven (1), op gewezen dat bij de afdeling administratie van de Raad van State verscheidene geschillen hangende zijn waarbij de kwestie van de verdeling van de bevoegdheden over de federale overheid en de gewesten op het gebied van de strijd tegen de geluidshinder van vliegtuigen centraal staat. Er

---

(1) Advies over een ontwerp van koninklijk besluit dat het koninklijk besluit van 17 september 2000 is geworden betreffende de beperking van de exploitatie van de vliegtuigen van bijlage 16 van het verdrag inzake de internationale burgerluchtvaart, boekdeel 1, tweede deel, hoofdstuk 2, tweede uitgave (1988), (Belgisch Staatsblad van 29 september 2000).

zijn meer bepaald vier verzoekschriften ingediend met het oog op de nietigverklaring van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 1999 betreffende de bestrijding van geluidshinder voortgebracht door het luchtverkeer (1).

2. Krachtens artikel 5, § 1, van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling van de luchtvaart, welke bepaling de rechtsgrond van de ontworpen regeling vormt, is de Koning bevoegd om alle reglementsvoorschriften betreffende de luchtvaart uit te vaardigen en inzonderheid die betreffende de bij de reglementen bepaalde rechten, taksen, vergoedingen of gelden waaraan het gebruik van de domeinen en openbare diensten bestemd voor die luchtvaart en dat luchtverkeer onderworpen is.

Hoewel in dat artikel 5, § 1, verschillende termen worden gebruikt (bij de reglementen bepaalde rechten, taksen, vergoedingen of gelden), lijkt die bepaling alleen te verwijzen naar heffingen die beantwoorden aan het begrip "retributie", en niet aan dat van belasting.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft onlangs nog op het volgende gewezen, wat de "retributies" betreft :

---

(1) Zie de zaken G/A. 87.207/XIII-1.383; G/A. 87.214/XIII-1.384; G/A. 87.227/XIII-1.402; G/A. 87.224/VII-19.613.

"Volgens de rechtspraak en rechtsleer kan van een retributie in de zin van artikel 173 van de Grondwet enkel sprake zijn als de heffing zich voordoet als de geldelijke vergoeding van een dienst die de overheid presteert ten voordele van de heffingplichtige individueel beschouwd. Een heffing die niet de betaling vormt van een dienst die door de overheid wordt geleverd ten voordele van de afzonderlijk beschouwde heffingplichtige is geen retributie, doch een belasting (1). Bovendien moet de heffing, wil zij als een retributie kunnen worden gekwalificeerd, een louter vergoedend karakter hebben, wat impliceert dat er een redelijke verhouding moet bestaan tussen, enerzijds, de kostprijs van de verstrekte dienst en, anderzijds, de gevorderde retributie (2). Bij gemis van een zodanige verhouding zou de retributie haar vergoedend karakter verliezen en het kenmerk van een "belasting" verkrijgen. Het is trouwens meer bepaald dat vergoedend karakter en het vereiste van de redelijke verhouding tussen de gepresteerde dienst en de gevorderde retributie die verantwoorden dat het vaststellen van het bedrag van de retributie aan de uitvoerende macht kan worden opgedragen.

(...)

Als niet is voldaan aan de voorwaarden om de beoogde heffingen te kunnen aanmerken als retributies (3), moeten ze worden geacht belastingen te zijn en moeten de artikelen 170, 171 en 172 van de Grondwet in acht genomen worden. Dat impliceert dat de wetgever zelf niet alleen de belastingsplicht moet opleggen,

---

(1) Arbitragehof, 13 september 1995, nr. 64/95, overw. B.13; 21 december 1995, nr. 87/95, overw. B.3.4; 12 juni 1997, nr. 34/97, overw. B.7.4.

(2) Arbitragehof, 21 december 1995, nr. 87/95, overw. B.3.4.

(3) Als m.a.w. niet is aangetoond dat die heffingen de betaling vormen van een dienst die door de overheid wordt geleverd ten voordele van afzonderlijk beschouwde heffingplichtigen of dat er een redelijke verhouding is tussen de kostprijs van de verstrekte dienst en het bedrag van de heffing.

doch ook de hoofdbestanddelen ervan moet regelen en inzonderheid de grondslag van de belasting, de aanslagvoet en de eventuele vrijstellingen moet bepalen." (1).

Een aantal heffingen waarop dit ontwerp betrekking heeft, kunnen niet als een retributie worden beschouwd omdat daartegenover geen dienst staat die de overheid ten voordele van een afzonderlijk beschouwde heffingplichtige verleent. Een bijzonder veelzeggend voorbeeld is de "vergoeding" waarvan in het voormelde artikel 15 sprake is.

Artikel 5 van de voormelde wet van 27 juni 1937 is onlangs weliswaar aangevuld met een paragraaf 2 waarbij de Koning gemachtigd wordt om zelfs in aangelegenheden die onder de bevoegdheid van de wetgever ressorteren, maatregelen te treffen (2). Die machtiging is evenwel beperkt tot de maatregelen die nodig zijn voor de uitvoering van verplichtingen voortvloeiend uit internationale verdragen of uit krachtens die verdragen vastgestelde

---

(1) Advies 30.366/1/V, dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 20 juli 2000 heeft gegeven over een voorontwerp van wet tot wijziging van de wet van 10 november 1967 houdende oprichting van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau.

(2) De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in het voormelde advies 30.366/1/V herinnerd aan de voorwaarden waarop een delegatie van bevoegdheid aan de Koning om een belasting in te voeren als geldig kan worden beschouwd :

"Een machtiging aan de Koning op die punten is in beginsel niet geoorloofd. Hoogstens zou een in de tijd beperkte machtiging aan de Koning kunnen gegeven worden om zulks te doen en moet voorzien worden in een regeling waarbij die door de Koning getroffen maatregelen binnen een relatief korte termijn na hun bekendmaking door de wetgevende macht zullen worden onderzocht met het oog op hun bekrachtiging. Om te voldoen aan de eisen van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet zal het bovendien nodig zijn om aan te geven welke dwingende redenen er zijn om een beroep te doen op dergelijke bijzondere machten . Bovendien zal moeten bepaald worden dat die besluiten, wanneer zij niet binnen de gestelde termijn zijn bekrachtigd door de wetgever, geacht moeten worden nooit uitwerking te hebben gehad.".

internationale akten. Er bestaat echter geen internationale verplichting om terzake een retributie te heffen.

Voorts dient de steller van het ontwerp voor elke heffing na te gaan of het bedrag ervan in verhouding staat tot de waarde van de geïndividualiseerde dienst die aan de heffingplichtige wordt verleend. In dit verband wordt verwezen naar de opmerking die de inspecteur van financiën in zijn advies van 9 oktober 2000 heeft gemaakt.

3. Het ontwerp bevat vele artikelen waarin een bedrag in Belgische franken wordt vermeld, met daarachter - tussen haakjes - het overeenkomstige bedrag in euro.

Volgens de federale circulaire "Wetgevingstechniek met betrekking tot de euro vanaf 1 december 2000" worden de bedragen in euro vermeld en zijn ze van toepassing vanaf 1 januari 2002. Als principe geldt immers dat de leesbaarheid in het eurotijdperk prioriteit dient te krijgen tegenover de leesbaarheid tijdens het tijdperk van de Belgische franken. De bedragen moeten in de ontworpen tekst dan ook in euro worden uitgedrukt, terwijl in een overgangsbepaling melding moeten worden gemaakt van de in franken uitgedrukte bedragen die tot 31 december 2001 zullen gelden.

Aangezien de in franken uitgedrukte bedragen die in dit ontwerp voorkomen, vóór 1 januari 2002 toepasselijk zullen worden, behoort te worden voorzien in een overgangsregeling en moet gebruik worden gemaakt van de tabel vervat in punt 1.2.1.1.ii. van de circulaire.

Op de eerste regel van die tabel moet dan verwezen worden naar het bewuste artikel van de tekst, met op de volgende regels : een eerste kolom met het kwestieuze onderdeel van dat artikel (paragraaf, lid), een tweede kolom met vermelding van het bedrag in euro (geldig vanaf 1 januari 2002), een derde kolom met het overeenkomstige bedrag in Belgische franken (geldig tot 31 december 2001) en een vierde kolom, met dezelfde gegevens als in de eerste kolom, maar in de andere landstaal.

Die tabel moet worden voorafgegaan door de volgende vermelding :

"De artikelen of onderdelen ervan die op de eerste regel en in de eerste en de vierde kolom van de volgende regel(s) van onderstaande tabel worden vermeld, hebben betrekking op dit besluit. Voor de bedragen die in euro worden vermeld in de tweede kolom van de tabel gelden vanaf de dag van inwerkingtreding van dit besluit tot 31 december 2001 de bedragen die in Belgische franken worden vermeld in de derde kolom.".

Voorts dient in een slotbepaling uitdrukkelijk de datum van inwerkingtreding te worden vastgesteld van de bepalingen waarin bedragen in euro worden vermeld (punt 1.2.1.1.iii. van de circulaire).

La chambre était composée de

Messieurs R. ANDERSEN, président de chambre,
de Heren kamervoorzitter,

P. LIENARDY, conseillers d'Etat,
P. VANDERNOOT, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J.-M. FAVRESSE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame C. GIGOT, greffier,
Mevrouw griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. MARTOU, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

C. GIGOT

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. MARTOU, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN